

## 11.2 Croissance - Productivité

Malgré le rebond du pouvoir d'achat lié à la désinflation, l'économie française croît faiblement en 2014 : le **produit intérieur brut (PIB)** progresse de 0,2 % seulement en volume après + 0,7 % en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement, dans le sillage du fort rebond du pouvoir d'achat. En revanche, le recul de l'investissement s'accroît. La **contribution** de la **demande intérieure finale hors stocks à la croissance** en volume du PIB s'élève à + 0,5 point.

En 2014, l'**investissement** de l'ensemble de l'économie baisse pour la deuxième année consécutive (- 1,2 % en volume, après - 0,6 % en 2013). Cette dégradation est imputable aux ménages, dont l'investissement dans la construction chute, mais aussi au net recul de l'investissement des **administrations publiques**. En revanche, l'investissement des entreprises non financières accentue sa progression. Alors que leur investissement en biens d'équipement ralentit, l'investissement en matériels de transport rebondit. Leur investissement en services accélère, notamment grâce à une nette reprise dans les services d'information-communication. L'investissement des entreprises non financières est également particulièrement soutenu par les dépenses de construction.

La situation financière des **sociétés non financières (SNF)** se dégrade moins en 2014 que les deux années précédentes. Leur **valeur ajoutée** progresse faiblement en valeur. Leur excédent brut d'exploitation poursuit sa diminution malgré la mise en œuvre du crédit

d'impôt compétitivité emploi (CICE), induisant un nouveau recul du taux de marge qui perd 0,3 point pour s'établir à 29,4 %. Le taux d'autofinancement des sociétés non financières augmente de nouveau, après un fort décrochage en 2012.

La production manufacturière se redresse. Au sein de cette **branche d'activité**, la production en cokéfaction-raffinage recule, de même que la production agroalimentaire. La production en biens d'équipement se replie et la production d'énergie-eau-déchets chute. En revanche, les branches produisant des matériels de transport et les « autres produits manufacturés » sont dynamiques en 2014. La production de services marchands accélère légèrement. Dans l'hébergement-restauration l'activité recule plus fortement qu'en 2013. Elle ralentit dans la branche commerce mais reste dynamique dans les branches information-communication et dans les services immobiliers. L'activité accélère dans les branches des services aux entreprises et du transport. À l'inverse, l'activité continue de baisser dans la construction.

Le ralentissement de l'activité s'accompagne toutefois d'un léger rebond de l'emploi, grâce à la progression de l'emploi non marchand (+ 1,2 %) dynamisé par les emplois aidés. Pour sa part, l'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (- 0,2 %). La **productivité horaire apparente du travail** ralentit : sa croissance s'établit à + 0,1 % après + 1,8 % en 2013. ■

### Définitions

**Produit intérieur brut (PIB)** : résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits ; la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services, plus les exportations, moins les importations ; enfin, la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels.

**Administrations publiques, branche d'activité, contribution à l'évolution d'un agrégat, demande intérieure finale, excédent brut d'exploitation (EBE), institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF), productivité apparente du travail, sociétés financières, sociétés non financières, solde du commerce extérieur, valeur ajoutée** : voir rubrique « définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « 11 400 sociétés concentrent 75 % de l'investissement », *Insee Focus* n° 32, juillet 2015.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2015.
- « Les comptes de la Nation en 2014 – le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat des ménages accélère », *Insee Première* n° 1549, mai 2015.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

## Contributions à la croissance du PIB en volume

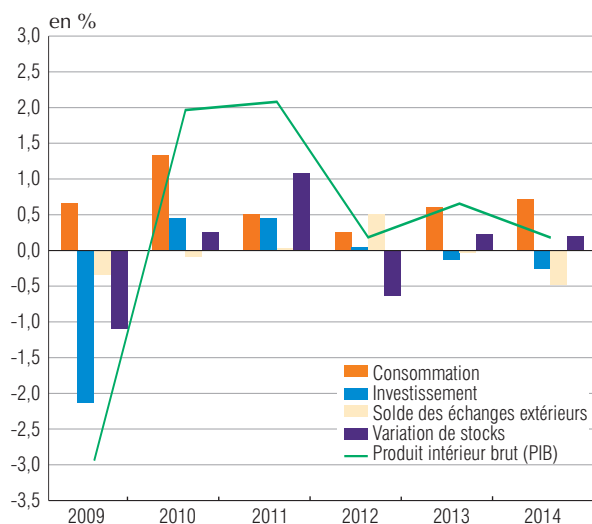
en points de PIB, au prix de l'année précédente

	2012 (r)	2013 (r)	2014
Dépense de consommation finale	0,3	0,6	0,7
Ménages	-0,1	0,2	0,3
Administrations publiques	0,4	0,4	0,4
ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Formation brute de capital fixe	0,1	-0,1	-0,3
Sociétés et entreprises indiv. non financières	0,0	0,1	0,2
Sociétés et entreprises indiv. financières	0,1	-0,1	0,0
Administrations publiques	0,1	0,0	-0,3
Ménages hors entrepreneurs individuels	-0,1	-0,1	-0,3
ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Solde des échanges extérieurs de biens et services	0,5	0,0	-0,5
Exportations de biens et de services	0,7	0,5	0,7
Importations de biens et de services	-0,2	-0,5	-1,2
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0,0	0,0	0,0
Variation des stocks	-0,6	0,2	0,2
<b>Produit intérieur brut<sup>1</sup></b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>

1. Évolution par rapport à l'année précédente, en %.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

## Contributions à la croissance du PIB en volume



Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

## Partage de la valeur ajoutée à prix courants

en %

	1990	2000	2010	2014
Rémunération des salariés	56,3	56,4	57,8	58,9
Salaires et traitements bruts	40,9	41,4	42,6	43,0
Cot. soc. à charge des employeurs	15,4	15,0	15,1	16,0
Autres impôts sur la production	3,7	4,5	4,6	5,2
Autres subventions sur la production	-1,0	-1,0	-1,6	-2,0
Excédent brut d'exploitation	32,0	32,2	32,7	31,6
Revenu mixte brut	9,1	7,9	6,7	6,3
<b>Valeur ajoutée brute (en milliards d'euros)</b>	<b>948,9</b>	<b>1333,1</b>	<b>1801,0</b>	<b>1910,2</b>

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

## Évolution de la productivité horaire apparente du travail par branche

évolution en %

	11/10	12/11(r)	13/12 (r)	14/13
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>6,1</b>	<b>-7,5</b>	<b>1,4</b>	<b>7,1</b>
<b>Ind. manufacturière, ind. extractives et autres</b>	<b>-3,1</b>	<b>1,5</b>	<b>3,0</b>	<b>0,5</b>
Ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	-3,3	3,8	2,4	-2,5
Fabr. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2,4	-2,1	2,1	-3,4
Cokéfaction et raffinage	-2,5	-18,0	-2,0	38,5
Fabr. de machines et d'équip. électriques <sup>1</sup>	7,8	1,1	5,3	0,1
Fabrication de matériels de transport	0,4	3,8	2,3	-1,4
Fabrication d'autres produits industriels	5,4	1,6	2,8	2,9
<b>Construction</b>	<b>-1,6</b>	<b>-4,6</b>	<b>2,5</b>	<b>-1,7</b>
<b>Services principalement marchands</b>	<b>0,8</b>	<b>0,4</b>	<b>1,6</b>	<b>0,1</b>
Commerce, transports, héb. et restauration	2,0	0,2	1,8	0,4
Information et communication	5,6	1,8	1,1	1,0
Activités financières et d'assurance	4,7	1,3	0,7	-1,1
Activités immobilières	-3,6	0,6	4,0	1,6
Act. scient. et tech. ; serv. adm. et de soutien	-0,2	-1,0	1,0	-0,6
Autres services	-2,3	-0,1	0,9	-0,7
<b>Services principalement non marchands<sup>2</sup></b>	<b>0,9</b>	<b>1,7</b>	<b>1,4</b>	<b>-0,1</b>
<b>Ensemble</b>	<b>1,2</b>	<b>0,5</b>	<b>1,8</b>	<b>0,1</b>

1. Y c. fabrication d'équipements électroniques et informatiques.

2. Regroupement Admin. publique, Enseignement, Santé humaine et action sociale.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

## Taux de croissance du PIB en volume dans quelques pays du monde

évolution en %

Pays	12/11 (r)	13/12 (r)	14/13	Pays	12/11 (r)	13/12 (r)	14/13
Allemagne	0,4	0,1	1,6	Luxembourg	-0,2	2,0	...
Autriche	0,9	0,2	0,3	Malte	2,5	2,3	3,5
Belgique	0,1	0,3	1,1	Pays-Bas (p)	-1,1	-0,5	1,0
Bulgarie	0,5	1,1	(p) 1,7	Pologne	1,8	1,7	3,4
Chypre (p)	-2,4	-5,4	-2,3	Portugal	-4,0	-1,6	0,9
Croatie	-2,2	-0,9	-0,4	Rép. tchèque	-0,8	-0,7	2,0
Danemark	-0,7	-0,5	1,1	Roumanie (p)	0,6	3,4	2,8
Espagne (p)	-2,1	-1,2	1,4	Royaume-Uni	0,7	1,7	2,8
Estonie	4,7	1,6	2,1	Slovaquie	1,6	1,4	2,4
Finlande	-1,4	-1,3	-0,1	Slovénie	-2,6	-1,0	2,6
<b>France</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	Suède	-0,3	1,3	2,3
Grèce (p)	-6,6	-3,9	0,8	<b>UE</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>1,3</b>
Hongrie	-1,5	1,5	3,6	États-Unis	2,3	2,2	2,4
Irlande	-0,3	0,2	4,8	Islande	1,3	3,6	1,9
Italie	-2,8	-1,7	-0,4	Norvège	2,7	0,7	2,2
Lettonie	4,8	4,2	2,4	Suisse (p)	1,1	1,9	...
Lituanie	3,8	3,3	2,9				

Source : Eurostat.